

Lutte contre la pauvreté: l'Afrique ratera les Objectifs du Millénaire

Sous-développement De passage à Berne, Mark Sundberg, auteur du rapport de la Banque mondiale sur l'aide aux pays en développement, insiste sur la lutte contre la corruption

Willy Boder

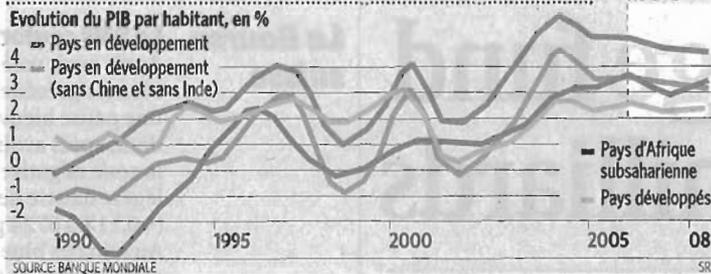
«La bonne gouvernance et la lutte contre la corruption doivent être des objectifs centraux pour réduire la pauvreté et soutenir le développement.» Mark Sundberg, directeur de la politique de développement de la Banque mondiale (BM), a été très clair mercredi à Berne devant une centaine de représentants de l'administration fédérale et d'organisations non gouvernementales.

«Il s'agit d'intégrer concrètement la composante anticorruption dans tous les projets», explique l'auteur du rapport 2006 de la BM sur l'état des travaux sur les Objectifs du Millénaire. Parmi les huit buts à atteindre adoptés par 189 pays en septembre 2000 figure notamment la réduction, jusqu'en 2015, de deux tiers de la mortalité infantile, et de la moitié de la population vivant avec moins de un dollar par jour.

Loin du compte

On est encore loin du compte. De gros efforts complémentaires, financiers directs, mais aussi en croissance des échanges Sud-Nord et en amélioration de l'efficacité de l'aide, notamment par la lutte contre la corruption, devront être accomplis. La situation est satisfaisante en Asie de l'Est. Si la tendance actuelle se poursuit, la part de la population vivant avec moins de un dollar par jour passera de 11,6% aujourd'hui à 0,7% en 2015. L'Asie du Sud et l'Amérique du Sud devraient atteindre de justesse les ob-

Les pays en développement plafonnent depuis 2004



jectifs fixés. L'Afrique subsaharienne restera par contre fortement à la traîne si aucune action d'envergure n'est envisagée. 44% de la population vit au-dessous du seuil du dollar quotidien. Cette proportion se réduira de moins de 6%, à 38,1% en 2015, alors que l'objectif est fixé à 22,3%.

La croissance économique a été satisfaisante de 2002 à 2005 (voir graphique) mais la courbe s'apla-

tira dangereusement au moins jusqu'en 2008. Quant à la mortalité infantile, elle s'est aggravée au Kenya. La situation s'est faiblement améliorée au Mozambique et au Cameroun alors que les progrès les plus significatifs sont réalisés en Indonésie et à Madagascar. Globalement, la pauvreté n'a diminué que de 10% entre 2000 et 2005. Dix millions d'enfants meurent chaque année de maladies faciles à prévenir.

Le plan d'action de la BM comprend notamment l'amélioration du climat d'investissement et une aide plus souple et mieux coordonnée.

«L'aide, à cause du fort contributeur américain, est octroyée davantage selon des critères géopolitiques qu'en fonction des vrais besoins», critique Georg Lutz, enseignant en sciences politiques à l'Université de Berne. La BM relève qu'entre 2001 et 2004, l'Irak et l'Afghanistan ont touché 7 milliards de dollars d'aide supplémentaire au développement, soit davantage que le total versé à huit pays africains parmi lesquels l'Éthiopie, le Sénégal ou le Ghana. Mark Sundberg a ignoré la remarque, mais regretté la part importante des frais administratifs (8%) et la surpondération (35%) de l'aide ciblée sur des accords de coopération technique.

La Suisse devrait favoriser les produits agricoles du tiers-monde

«La Suisse souscrit entièrement aux Objectifs du Millénaire. Ils sont ambitieux mais pas irréalistes.» Serge Chappatte, vice directeur de la Direction suisse du développement et de la coopération (DDC), salue le rapport de la Banque mondiale, notamment l'accent mis sur l'amélioration de la gouvernance dans plusieurs pays receivers. «On assiste parfois à un gaspillage énorme de l'argent de l'aide au développement. Il ne faut pas faire de la lutte contre la corruption une condition sine qua non

de l'octroi de l'aide, mais considérer ce critère comme un objectif, et ne pas fermer les yeux.» Selon Serge Chappatte, le plus important consiste à respecter le «contrat social», passé en mars 2002 à Monterrey (Mexique). «Chacun doit faire sa part. Les pays en développement doivent améliorer leur gouvernance et mieux mobiliser leurs ressources intérieures. Les pays développés doivent augmenter la quantité et la qualité de l'aide.» Le vice-directeur de la DDC souhaite, à titre personnel,

que la Suisse passe de 0,4% à 0,5% du produit intérieur brut jusqu'en 2015. Les quinze membres les plus riches de l'Union européenne ont fixé le plafond de l'aide à 0,7%. «Je sais que c'est un sujet brûlant, mais la Suisse pourrait aussi contribuer aux Objectifs du Millénaire en ouvrant plus largement ses frontières aux produits agricoles en provenance des pays en développement. Cela peut, à mon avis, se faire en préservant la base sociale agricole suisse.» W. B.